

# L'INFORMO

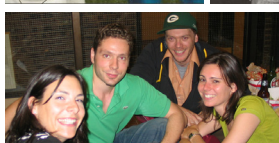
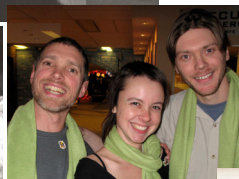
Volume 39 • Numéro 6 • Mai 2017



## Le SEECM a 45 ans

**C'est le 28 mai 1972 qu'une requête en accréditation a été déposée pour créer le Syndicat des enseignants du cégep Montmorency, tel qu'il était nommé alors.**





Karine L'Ecuyer

Emilie,

Mon texte sur le 45e du SEEEM sera en retard (désolée). Je ne trouve pas les mots justes pour exprimer ma fierté d'être de ce syndicat. Tous ces travaux, ces débats, ces batailles menées... c'est si porteur et constructif. Et l'intelligence des membres. Le militantisme, la présence, les échanges... Au cégep, à la FNEEQ, au conseil central, à la CSN (c'est hallucinant l'implication de Montmorency, c'est si riche!). Bref, je cherche toujours comment ne pas tomber dans les lieux communs, alors que je souhaite simplement longue vie à cette solidarité, à ce dynamisme et à cet esprit profondément démocratique. À cette organisation bien plus grande que chacune et chacun de nous. Mais forte grâce à tous les individus qui la composent, la soutiennent, y militent.

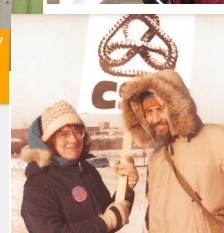
Je veux trouver les bons mots tant pour reconnaître ce SEEEM aux 45 vaillantes années que pour lui offrir mes bons vœux pour son avenir !

À suivre...

19:15

Saisir un message

Envoyer



## SOMMAIRE

**3** Quesada ou l'incarnation du dynamisme de la vie syndicale

Karine L'Ecuyer

**5** 50 bougies pour les cégeps  
Comité école et société de la FNEEQ**7** Enseignement supérieur sous pression  
Apéro-causerie, 18 avril 2017, organisé par le comité école et société de la FNEEQ

Pascal Chevrette

**10** Dans les rêves de Leo  
Julie Demanche**13** La présidentielle française de 2017

Thomas Bangobango



# Quesada

## ou l'incarnation du dynamisme de la vie syndicale

Karine L'Ecuyer, présidente



Crédit : Annie Poirier

*Cet article a été écrit avant la tenue du point de presse.*

Il semble qu'il sera possible de se procurer un «Big Ass Burrito» dès l'automne au Collège.

68% des répondantes et répondants auraient répondu «Favorable» à LA question du sondage. Il y a beaucoup à dire sur ce dossier « Subway prise 2 », de la qualité du sondage aux décisions prises en passant par le rôle d'une institution d'enseignement supérieur. Que d'éléments tristes, décevants, déplorables, incohérents, surtout. Et ce fut dit. Par de nombreux intervenants-es, sur différentes tribunes, par divers moyens. Et nous ne saurions trop le dire. Et j'espère que nous le dirons encore. Ou mieux : que nous n'aurons plus à le redire parce que cette fois serait la dernière tentative du genre.

Dans tout ce dossier, il y a une chose dont je me réjouis, par contre. Le thème de réjouissance n'est pas un amour démesuré pour l'accessibilité à plus de bouffe pleine de sel et de gras trans, ne vous inquiétez pas ! C'est plutôt de nous savoir, syndicat des profs, si vif et dynamique.

En 2015, l'implantation du Subway soulevait un tollé. Il y avait cela et bien d'autres dossiers qui irritaient, pour le dire doucement. Je me rappelle des sentiments de colère, d'incompréhension, d'envie de solutions, de changement, de volonté d'incarner dans notre milieu des acteurs considérés, consultés, écoutés. Et de cette assemblée tenue au printemps 2015 ont émané plusieurs propositions : plan d'action, motion de blâme, boycott.... Et la création d'un comité : le Comité d'action sur l'offre alimentaire au Collège.

L'idée était lancée dans ce grand brassage d'idées et de recherche de solutions et de moyens d'action. Elle a été bien reçue, débattue, puis adoptée. Et des membres y ont été élus lors de l'assemblée suivante. Le comité s'est rencontré à de multiples reprises depuis. Des profs de plusieurs disciplines avec un point en commun : le souci de cohérence de l'offre alimentaire au Collège avec la Politique alimentaire et avec la mission éducative. Des membres de la communauté qui souhaitent agir pour un milieu de travail et d'études sain, à l'image de ce qui est enseigné et promu par de nombreuses



disciplines, dont Éducation physique et Techniques de diététique, pour ne nommer que celles-ci.

Depuis, le comité a débattu des options qui permettraient d'améliorer la qualité de l'offre alimentaire et du milieu de travail. Des idées ont fusé. De belles idées parfois un peu folles. D'autres réalistes, qui ont suivi le chemin de la consultation de nos instances, dont l'appui à l'implantation d'un café étudiant qui a été soumis à l'Assemblée générale. Qui, elle, l'a adopté. Et les étudiantes et étudiants ont pu l'ajouter à leur arc d'arguments pour qu'un café étudiant voit enfin le jour. À l'heure actuelle, c'est dans les plans pour le bloc D.

Lorsque le sondage a été lancé dans les dédales des nouvelles de la semaine, le comité a choisi de lancer l'invitation aux collègues à voter en défaveur de l'implantation du Quesada. Il l'a fait en toute cohérence

avec la raison initiale de sa création par l'Assemblée. Il s'est également adressé à l'Administration par une lettre que vous avez reçue en copie conforme pour expliquer les raisons qui le faisaient militer en défaveur du Quesada.

Cette stratégie a été retenue par le comité. La lettre a été écrite à plusieurs mains et est passée sous les yeux de toutes et tous. Et nous avons tous choisi de la signer, au nom du comité syndical, en bons représentants de l'Assemblée. Un réel travail de collégialité. Une solidarité en action.

Il y a quelques années, j'ai siégé au comité Précarité, relève et vie syndicales de la FNEEQ. Nous avons alors rédigé « Bienvenue au comité exécutif : petit vademecum de la vie syndicale. » Dans celui-ci, on peut lire : « Bien sûr, la participation aux assemblées

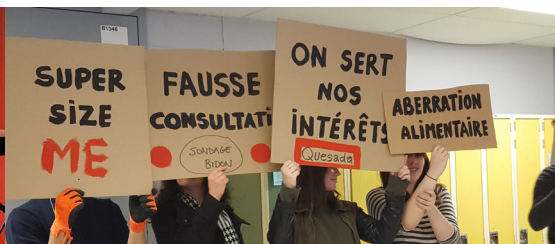
générales témoigne de la vitalité d'un syndicat. Par contre, d'autres éléments constituent des indicateurs de cette santé démocratique. Parmi ceux-ci, on trouve les comités syndicaux. » Je me rappelle avoir écrit ces lignes en pensant à l'expérience du militantisme au sein du SEECM. Et maintenant, c'est le parcours du comité d'action sur l'avenir de l'offre alimentaire qui m'a rappelé ces lignes qui témoignent, comme tant d'actions et d'implication de plusieurs d'entre vous, du grand dynamisme et de la force du Syndicat des enseignantes et enseignants qui a définitivement à cœur le cégep Montmorency.

De gros mercis bien sincères à bien des profs qui s'impliquent. Et sur ce dossier trop salé, merci à Annick, Étienne, Julie, Maxime, Valérie C., Valérie L. ! C'est un plaisir de militer avec vous toutes et tous ●



4 mai 2017

Point de presse intersyndical, devant les médias, pour dénoncer la venue d'une troisième chaîne de restauration rapide entre les murs du Collège Montmorency



Photos : Ariane Pelletier et Catherine Savard

# 50 bougies pour les cégeps

Comité école et société de la FNEEQ

Nous célébrons cette année les 50 ans des cégeps, cette curieuse invention québécoise. Créés dans la continuité du rapport Parent, ils avaient comme visée de rehausser le niveau de scolarité de la population, particulièrement bas chez celles et ceux que l'on nommait les Canadiens-français, et de rendre les études supérieures plus accessibles. Ces objectifs ont été atteints d'une manière éclatante. Pourtant, on ne cesse de remettre en question ces institutions trop originales dans un monde de l'éducation trop pragmatique qui voit trop souvent l'uniformisation comme un signe de rentabilité.

Les enseignantes et les enseignants au collégial sont constamment confrontés à l'originalité des cégeps lorsqu'ils doivent décrire leur travail à des étrangers : ni écoles secondaires ni universités, mais un peu des deux, mélangeant techniques de pointe à une bonne formation générale, touchant beaucoup d'adultes mais surtout des jeunes à la fois adultes et adolescents...

Les commissaires qui ont fondé les cégeps étaient très conscients du modèle particulier qu'ils mettaient en place, selon Guy Rocher, l'un d'entre eux: « il s'agissait là du projet de réforme le plus audacieux, le plus novateur et le plus exigeant

à réaliser de tout le rapport. [Les commissaires] reconnaissent "qu'aucun établissement actuel ne répond à cette image ; en particulier, aucun n'offre et ne pourrait offrir un enseignement aussi diversifié que celui que nous proposons."<sup>1</sup> »

Mettre en place ce modèle unique a été un important défi. Mais l'unicité de ce système, typiquement de chez nous, est en soi une tare aux yeux de certains : ne serait-il pas plus commode d'adopter le modèle anglo-saxon, en prolongeant d'un an le secondaire et en donnant par la suite directement accès à l'université ou à des écoles techniques spécialisées, comme il l'a maintes fois été suggéré ? Ou ne pourrait-on pas transformer le modèle que nous connaissons de façon à mieux l'adapter aux besoins du marché ?

## Un modèle qui a fait ses preuves

Et pourtant, ça marche ! Notre modèle collégial continue encore à répondre avec succès aux intentions pour lesquelles il a été créé. Au chapitre de l'accessibilité aux études supérieures, les chiffres sont éloquentes : pour une population totale s'étant multipliée par 1,3 au

Québec entre 1967 et 2009<sup>2</sup>, les effectifs étudiants des cégeps ont été multipliés, eux, par 3,25 passant de 55 383 étudiantes et étudiants à 180 436<sup>3</sup>.

Ce succès, c'est bel et bien celui du modèle des cégeps. Car rappelons que ceux-ci offrent depuis leur fondation une éducation supérieure gratuite, un choix impressionnant de programmes d'étude sur l'ensemble du territoire. Ils sont toujours mobilisés pour protéger l'équité, l'intégration et l'égalité d'accès aux études supérieures des groupes les plus vulnérables. En témoignent les mesures d'accommodation des étudiantes et étudiants en situation de handicap, l'implication dans la francisation des personnes immigrantes, la mobilisation soutenue contre le harcèlement, la violence et aujourd'hui les rapports inégalitaires en matière sexuelle. Voilà ce qui a amélioré la vie de centaines de milliers de personnes.

Les cégeps sont des milieux d'exploration et de créativité sans équivalent. Pour plusieurs étudiantes et étudiants, y entrer est synonyme de

2 « Population du Québec, 1971-2016 », Institut de la statistique du Québec, 2016, [en ligne: [http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/populationdemographie/structure/qc\\_1971-20xx.htm](http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/populationdemographie/structure/qc_1971-20xx.htm)] (consulté le 16.02.2017).

1 Sous la direction de Lucie Héon, Denis Savard, Thérèse Hamel, *Les cégeps, une grande aventure collective*, Les Presses de l'Université Laval, 2006, p. 14.

3 Kamanzi, P., Doray, P., et Laplante, B., « Accessibilité et provenances socioéconomiques des étudiants postsecondaires », *Vie économique*, 4/1, sept. 2012, [en ligne: <http://www.eve.coop/?a=155>] (consulté le 16.02.2017).

liberté et leur permet de s'ouvrir à de nouveaux horizons. Les contributions sociales, scientifiques et économiques des cégeps dans les milieux où ils sont implantés sont tangibles.

En matière de diplomation de main-d'œuvre technicienne et technologique, les cégeps font un travail exemplaire. Si le taux de satisfaction des employeurs à l'égard des diplômées et diplômés sont si élevés (96% selon des chiffres de la Fédération des cégeps), c'est bien parce qu'en plus d'être bien qualifiés pour exécuter des tâches, les étudiantes et étudiants sont aussi formés pour penser, pour analyser et résoudre des problèmes, pour réfléchir de manière critique au sens même de leur travail, de leur citoyenneté, de leur vie.

### Des nuages à l'horizon

Ce modèle humaniste et sans concession à la qualité de la formation allait heurter rapidement les idées néolibérales qui s'installaient depuis le début des années 1980. L'idée même des cégeps a été attaquée au fil des ans, soit indirectement (par exemple, lors de la réforme de 1993), soit directement par le ministre Pierre Reid pour lequel, en 2004, « tout était sur la table ». À chaque fois, les organisations syndicales se sont portées avec vigueur – et succès! – à la défense des cégeps.

Aujourd'hui, la menace demeure. L'enseignement supérieur est dorénavant soumis à des visées d'instrumentalisation, sous le vocable « adéquation formation-emploi », et de contrôle, comme lorsqu'on parle

« d'assurance-qualité ». À l'automne 2014, le Rapport Demers<sup>4</sup>, a proposé un train de mesures visant à modifier les orientations du réseau et le cadre pédagogique des programmes pour mieux arrimer les formations au marché de l'emploi : multiplication des voies de sortie et des AEC, introduction de nouveaux types de diplômes, remise en question de la formation générale, pour « former » plus rapidement et répondre aux demandes de main d'œuvre du marché régional.

---

### Les cégeps sont des milieux d'exploration et de créativité sans équivalent.

---

Si ces propositions n'ont pas été appliquées au pied de la lettre, elles ont été reprises ailleurs, autrement. Par exemple, le projet de loi 70, adopté en novembre 2016, attribue de nouveaux pouvoirs aux acteurs du monde du travail dans l'élaboration des programmes d'enseignement.

Depuis le budget provincial de mars 2015, des mesures sont en place pour instaurer un mode de financement par projets privilégiant l'accès à une formation « qui contribue davantage à la productivité des entreprises »

---

<sup>4</sup> Rapport du chantier sur l'offre de formation collégiale, créé à la suite du Sommet sur l'enseignement supérieur de 2013, en ligne: [https://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique\\_v2/AffichageNotice.aspx?idn=75276](https://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=75276).

ou le recours magique aux stages en entreprise... comme si nos programmes techniques n'étaient pas branchés sur le monde du travail ! En manque important de ressources à la suite des compressions budgétaires, les directions de cégeps ont recours à ces subventions, au risque d'instrumentaliser l'enseignement supérieur pour offrir des formations sur commandes.

La ministre David, de son côté, a lancé à l'automne 2016 une consultation éclair sur la création d'un Conseil des collèges prévu pour évaluer la qualité des programmes des cégeps en recourant aux experts et aux « meilleures pratiques internationales ». Le jupon dépasse quand on considère les modifications qui pourraient être apportées au Règlement sur le régime des études collégiales pour donner plus de flexibilité aux collèges dans les contenus des programmes et l'émission des diplômes. La valeur avérée et reconnue des diplômes collégiaux est une fois encore menacée devant les besoins immédiats des entreprises locales.

En réponse à cette nouvelle attaque, la FNEEQ a lancé la campagne « Un DEC, c'est un DEC, partout au Québec ! ». Et qu'on se le tienne pour dit : la relève sera là pour défendre le réseau des cégeps... auquel on souhaite au moins un autre 50 ans !

On peut contacter le comité école et société par courriel à l'adresse : [cesfneeq@csn.qc.ca](mailto:cesfneeq@csn.qc.ca) ●

# Enseignement supérieur sous pression

Apéro-causerie, 18 avril 2017

Organisé par le comité école et société du SEECM

Pascal Chevrette, littérature



*Ont participé à l'activité une quinzaine de professeurs-es issus-es de départements différents.*

Du 18 au 20 mai, la FNEEQ ainsi que plusieurs organismes du monde de l'éducation, syndicats et groupes de réflexion participeront à des États généraux sur l'enseignement supérieur. Le projet est né des suites du Sommet sur l'enseignement supérieur mis sur pied en 2013 par l'éphémère gouvernement Marois. Les raisons à l'origine de l'initiative ne manquent pas. Pour ne parler que des cégeps : les recommandations du rapport Demers, la décision de créer un conseil des collèges, une tendance à décentraliser le réseau et à diversifier l'offre de programmes, et bien d'autres raisons, concourent indubitablement à l'impression que les cégeps sont refaçonnés selon des paramètres qui échappent aux profs.

C'est la raison pour laquelle le comité École et société a organisé le 18 avril dernier un apéro-causerie, façon de mener à petite échelle nos « états généraux locaux ». Quatorze collègues étaient réunis pour l'occasion, ce qui permit d'échanger entre profs de différentes disciplines

au sujet des droits de l'éducation et de l'adaptation qu'ils impliquent, de la qualité de l'éducation ainsi que de la gouvernance des cégeps. Voici un aperçu des échanges.

## **Pluralisme et adaptation en tension avec les normes de l'éducation supérieure**

Au sujet du droit à l'éducation, les initiatives se sont multipliées au fil des ans pour ouvrir les portes de l'enseignement supérieur à des personnes aux parcours et aux réalités socio-économiques de tout horizon. Il s'agit d'un indéniable progrès social, qu'il faut poursuivre. La situation fait cependant ressortir une tension entre le pluralisme et l'adaptation, d'une part, et les normes de l'enseignement supérieur, d'autre part. Cet état de fait exerce des pressions sur la tâche d'enseignement et les cours.

Dans certains cas, les professeurs enseignent à des groupes qui se composent à la fois d'étudiants sortant du secondaire et d'autres qui, après avoir traversé un parcours universitaire, reviennent sur les rails du cégep. Face à des attentes et des intérêts si différents, il est difficile d'assurer une même constance à l'endroit de son groupe. Poursuivant

dans la même veine, une collègue évoque le fossé qu'elle constate entre des étudiantes et étudiants provenant des écoles publiques et celles et ceux provenant des écoles privées. Impossible, par ailleurs, de taire les disparités entre les capacités des étudiants. Alors que certains arrivent fin prêts à la poursuite d'études collégiales, d'autres ont à peine les bases suffisantes en lecture, en écriture et en numératie.

Le constat est implacable et, pour peu qu'on y jette un œil, on voit aisément que nos groupes ne sont pas homogènes. Ils le sont de moins en moins et cela oblige à beaucoup de contorsions mais aussi, parfois, à une belle créativité. D'autres facteurs comme l'omniprésence des technologies de l'information, les différents diagnostics sur les troubles d'apprentissage dont le nombre augmente sans cesse, tout cela rend éminemment exigeant la transmission efficace de la connaissance et le maintien de nos critères d'évaluation. Pas étonnant dans ces circonstances que le concept de « clientèle » surgisse au fil de la discussion.

Le clientélisme, considéré comme un réalignement des cégeps cherchant



à augmenter les taux de diplomation plutôt que d'être les gardiens de la mission d'éducation, demeure un constant objet de méfiance. Ce terme de « clientèle », qui génère un malaise depuis plusieurs années, semblait, à entendre les collègues sur le sujet, à la fois s'établir comme une nouvelle norme et être descriptif. Précisons. Certains profs continuent d'avoir cette nette impression que la relation d'autorité prof-étudiant est maintenue dans leur classe et qu'ils sont ainsi en mesure d'assurer correctement leur rôle, à savoir d'enseigner et d'évaluer les étudiantes et les étudiants selon les normes admises dans leur discipline ou leur domaine de pratique. En ce sens, la conception que les étudiantes et les étudiants sont des « clients » relève plus d'une prescription gestionnaire à faire advenir que de la réalité de la pratique. Mais face à des attentes et à des niveaux de connaissance si différents et si disparates, il semble qu'une pression s'exerce réellement pour résorber cet état de fait en égalisant artificiellement les résultats : pression sur la diplomation, mise en place de mécanismes d'évaluation de la qualité, obligations diverses d'accommodements. On a ainsi l'impression d'une confusion grandissante entre « droit à l'éducation » et « droit au diplôme », comme si l'accès aux études devait être garantie de « réussite ». Demeure pourtant, autour de la table, cet idéal de profs qui, des techniques et de la formation préuniversitaire aux cours de la formation générale, conservent la volonté de faire de leurs

étudiantes et étudiants des « agents de changement » dans leur milieu, capables de faire évoluer leur société, des « citoyens » et non des produits ou des « automates » formés par une conception restreinte de la réussite. Bref, l'éducation, se rappelle-t-on, ce n'est pas seulement une question de donner des moyens d'agir, mais c'est aussi donner des moyens de connaître et d'analyser la réalité.

### Utilitarisme, régions, techniques

Dans les salles de classe, il semble y avoir quelque chose d'irréductible qui unit un prof à ses étudiantes et étudiants. Pourtant, l'approche client s'insinue tout de même et on la décèle en abordant une réalité qui se précise depuis quelques années : l'autonomisation des collèges.

Pendant la soirée, le terme de « décentralisation » n'a pas été évoqué directement, mais il en a été abondamment question. Une prof s'inquiète de la facilité dont disposent actuellement les collèges à changer et à modifier des compétences alors qu'auparavant l'autorisation des instances ministérielles était plus serrée. Cela, précise-t-elle, a des conséquences sur des départements comme le sien qui offre plusieurs cours contributifs à d'autres programmes. Elle affirme entre autres que lorsque « tu changes les compétences, ce sont les disciplines contributives qui écopent. » Et elle évoque l'argument qu'auparavant, les mécanismes de modification, articulés aussi au niveau national, garantissaient une cohérence que la décentralisation actuelle érode.

Cela, résume-t-elle, préservait une neutralité dans les institutions.

De plus, on sent bien que quelque chose se joue entre le secteur de la Formation continue où se développe une offre de programmes d'étude qui répondent plus hâtivement aux besoins du monde du travail. Cela se voit particulièrement avec les attestations d'études collégiales (AEC). En regardant cette formule – devrait-on s'en surprendre – beaucoup de suspicion ; beaucoup – surtout – de réserves. Car, s'est-on dit, difficile d'établir la valeur des AEC. Le nombre d'heures du même programme d'AEC peut varier considérablement d'un cégep à l'autre. Une AEC est souvent offerte sur une base ponctuelle et elle n'ouvre pas nécessairement aux perspectives d'emploi anticipées. Selon les témoignages que nous avons eus, la formule n'est peut-être pas si magique. Au contraire ! Un prof de techniques nous a donné l'exemple d'une AEC élaborée dans sa discipline. À ses yeux, les AEC sont parfois un « mauvais diachylon » pour répondre à des demandes du marché du travail. Pourquoi ? Cela ne tient pas à leur pertinence, excellente à ses yeux. Mais la formation de 1500 heures qu'elle exigeait n'est simplement pas en mesure de rivaliser avec une même formation, donnée dans un autre cégep mais comportant moins d'heures-contact. Comment y voir là autre chose qu'une logique de la concurrence à laquelle nous voulons échapper ? Après avoir évoqué ces différentes difficultés autour de l'implantation des AEC, une autre



collègue du secteur technique, lance un constat assez clair sur la valeur à accorder au DEC : « c'est lui qui garantit la formation, qui la rend possible et effective, dans tous les sens du terme. »

### *Qualité des programmes, autonomie départementale et professionnelle*

Le message qui ressort de notre apéro-causerie, c'est une forme (peut-être est-ce dans l'air du temps ?) de message du type « Ne renonçons à rien », dans la lignée de la tournée *Faut qu'on se parle*. Même si les pressions s'exercent, nous ne semblons pas délaisser les institutions de base : le DEC, le rôle du prof face à ses étudiantes et étudiants, celui du département, les instances de régulation nationale autour des programmes. Et tous s'entendent pour reconnaître la valeur des départements comme expression collective des profs toujours en mesure d'être à la fois un socle d'organisation assurant la qualité de la formation et un garant de notre autonomie professionnelle.

Expression de questionnements confrontés à de multiples stratégies de tendance libérale, l'apéro-causerie a permis de constater que nous ne sommes aucunement persuadés des effets escomptés à long terme pour les changements proposés. En tout cas, on ressent bien, peut-être plus spécifiquement dans certains départements, les effets de l'autonomisation qui est en cours dans les cégeps : cela se ressent dans l'engouement des administrations pour les AEC, qui ne semblent pas avoir fait toutes leurs preuves et qui ne semblent pas s'insérer si bien avec le marché de l'emploi. On trouve même que s'y mêle une volonté un peu candide de donner un accès rapide à un diplôme, qu'elles cherchent à s'imposer comme des solutions à des enjeux complexes comme la réinsertion sociale et l'immigration. Bref, la solution, si solution elle est, n'a définitivement pas trouvé sa pleine expression.

La valeur des DEC, voilà l'une des conclusions qui s'est imposée à nous au fil des échanges. On remarque

bien un assouplissement de certains établissements à l'intérieur même du réseau, notamment pour adapter les programmes aux besoins spécifiques des entreprises régionales ; certains y voient une pente dangereuse, notamment en ce qui a trait à la mobilité étudiante, d'autres relativisent les inquiétudes.

Cette première expérience d'un apéro-causerie a été somme toute une belle occasion d'ouvrir des canaux entre profs de la formation générale, profs au pré-universitaire et profs du secteur techniques. En cette soirée d'avril 2017, dans un studio d'enregistrement que le département de cinéma a bien aimablement accepté de nous réserver, nous nous sommes rendus compte que ce qui s'est constitué, il y a 50 ans, a encore une grande valeur et que le pacte initial des cégeps, qui consistait à établir un croisement unique entre des disciplines techniques, la préparation à l'université et une formation nourrie aux principes humanistes, se maintient toujours, malgré les pressions qui s'exercent sur lui ●



Les 18, 19 et 20 mai 2017 à l'Université Laval, Québec

# Dans les rêves de Leo

Julie Demanche, littérature



J'ai quand même un beau métier. Cette session, dans le fond, j'ai été payée pour lire cinq romans québécois parus en 2016 et en parler pendant neuf semaines<sup>1</sup> avec des élèves qui s'étaient inscrits volontairement aux deux groupes de 601-103-Prix littéraire des collégiens qui m'avaient été offerts. Bon, c'est sûr que j'ai eu peu de temps pour lire et m'approprier les œuvres en lice dévoilées le 11 novembre dernier et trop il me semble pour méditer longuement (angoisser, presque) sur ce que j'allais bien pouvoir faire avec ça, mais quand même... Pour ce Bloc I<sup>2</sup>, reste qu'au final je me suis vraiment beaucoup amusée. Sémiotiques du labyrinthe et des imaginaires du Nord et de la fin, intertextualité, coopération interprétative, *Le jardin aux sentiers qui bifurquent* de Borges... l'air de rien, j'ai eu la chance de pouvoir présenter en axes de réflexion les grandes lignes

de pratiquement tout ce qui m'avait allumée à l'université.

Me restait qu'à introduire les deux œuvres que j'avais gardées pour la fin de l'aventure, *Des femmes savantes* et *Les maisons*. J'avais prévu deux cours sur la littérature des femmes, le premier théorique et l'autre concentré que sur l'analyse des poèmes *Le miroir* et *Le candidat* de Sylvia Plath, d'extraits du *Deuxième sexe* de Beauvoir et de *Putain et Folle* de Nelly Arcan. Mais ça, comment dire, c'était très pédagogique, « confortable »... Peu importe ce que j'enseigne, j'ai besoin d'un fil conducteur sur lequel broder pendant toute une session. Et peu importe la matière abordée, j'ai toujours besoin d'une porte d'entrée pour entamer la réflexion au début d'une séance. Pour débiter ces deux cours axé essentiellement sur le féminisme, j'avais envie de trouver quelque chose qui porterait sur la représentation des femmes aujourd'hui ou, du moins, sur une période équivalant à leur génération.

J'avais utilisé à titre d'exemple *Origine* pour introduire plusieurs notions propres aux espaces de représentation labyrinthiques. La blague aussi entre eux et moi c'était qu'à la suite de leurs encouragements je m'étais finalement décidée à voir *Shutter Island* parce que « ben non madame, vous aurez pas peur, vous êtes capable, vous allez voir que c'est

aussi ce que vous venez de dire et pis en plus, vous aimez Leo ». Mais ce qu'ils ne savaient pas encore, c'est que sur une lancée Netflix (surtout Dicaprionesque, je l'avoue) j'avais également décidé dans la même semaine de voir enfin *Le revenant*. Bref, ma diapo d'ouverture contenait des images de ces trois films, et pas n'importe lesquelles. En effet, ce qui m'avait sauté aux yeux dans cette même semaine et qui n'est pas anodin du tout, c'est ce qui hante Leo dans ses rêves.

Dans *Origine*, ce qui nuit à Cobb et sabote tous ses plans dans ses rêves c'est lui-même, mais son subconscient a choisi de s'incarner dans la projection qu'il s'est construite de sa femme, Mallorie, toujours nommée Mal. Si on sursaute dans ce film, c'est quand cette présence *mal-éfi*que surgit de nulle part, toujours avec des intentions meurtrières et assassines. Mal est tellement incontrôlable que Cobb doit littéralement la mettre en cage pour mieux la contenir. Si Cobb a bien su distinguer ses rêves de sa réalité (la satanée toupie tombe-t-elle à la fin?), il est responsable de l'implantation qui a poussé sa femme au suicide et rongé par les remords, il se tourmente à travers cette projection féminine.

Leo n'a guère des nuits plus paisibles dans *Shutter Island*. Tout au long du film et de son « enquête », il rêve à

1 Oui, une session, c'est 15 semaines. Seulement, les élèves devaient, en plus des tables rondes, avoir débattu et remis leurs votes avant le 31 mars *because* la cérémonie de remise du Prix au Salon international du livre de Québec le 7 avril. Bref, calculez comme vous le voudrez, mais ça fait toute une aventure de lecture (et d'enseignement).

2 Il y a eu bien sûr un Bloc II : « Vers l'Épreuve uniforme de français ». Avec un nom aussi sexy, je vous passe les détails des éléments de la compétence et des objectifs d'apprentissage...

sa femme décédée dans un incendie criminel qui lui apparaît tantôt à moitié carbonisée, tantôt à moitié sanguinolente. Nous errons avec lui et ses hypothèses jusqu'à ce qu'il reconnaisse enfin la vérité : il a tué sa femme lorsqu'il a découvert les cadavres de leurs trois enfants noyés par cette dernière. Ici, et c'est la réalité que sa conscience ne peut supporter, il se sent quatre fois plus responsable et quatre fois plus torturé de remords. Il savait que sa femme « n'allait pas bien » et pourtant il n'a rien fait. Il n'a donc pu « sauver », c'est le terme employé dans ses rêves à maintes reprises, ni sa femme ni ses enfants.

Dans *Le revenant*, Leo rêve d'ailleurs aussi à son fils assassiné qu'il n'a pu sauver parce qu'altité (cette histoire de grizzly...), il n'a pu le protéger. On le voit également rêver à sa femme d'origine Pawnee tuée lors du massacre de son village auquel il a assisté sans qu'il ne puisse, quelle étrange redondance, rien faire. Mises à part cette femme et la fille d'un chef de la tribu des Arikaras kidnappée et recherchée furieusement par ces derniers, tous les personnages du film ne sont que des hommes. Et si dans *Origine* et *Shutter Island* la figure féminine cause la perte de l'homme en le tourmentant inlassablement de remords et de culpabilité, nous avons littéralement ici une proposition de « l'éternel féminin » pur, voire « sauvage », qui le guide et l'accompagne dans sa longue quête de violence, de vengeance et de meurtre (les Américains et leur version de la transcendance, peut-être ?).

« – Oui mais, madame... C'est pas toujours comme ça dans les films ou les séries. Parfois les personnages rêvent à des hommes et ce sont les hommes les méchants... – Tout à fait ! Et je suis contente que tu le soulignes, dans l'autre groupe, personne n'a " osé ", d'autant plus qu'ici, c'est vraiment très ciblé et probablement à cause d'un drôle de concours des circonstances... Mais non, et en fait, je souhaitais ton intervention, parce que j'ai prévu une deuxième diapo. Je ne veux rien prouver en particulier, seulement attirer l'attention sur les représentations des femmes dans les dernières années. Il ne faut pas

---

**Je ne veux rien prouver  
en particulier, seulement  
attirer l'attention sur les  
représentations des femmes  
dans les dernières années.**

---

généraliser, mais il y a quand même quelque chose de troublant dans nos récits parce que redondant dans leurs forces et leurs similitudes, et ce, sans que nous ayons besoin de remonter aussi loin qu'à Pandore ou à Ève qui, à elles seules, sont responsables de tous les maux de l'humanité et de sa chute... »

« Vous vous rappelez sans doute de mes propos concernant le personnage de Wolverine qui m'avait permis de vous présenter toutes les caractéristiques de l'imaginaire du Nord ? Bon, alors allons voyons voir maintenant ce que nous avons sur ces images toutes tirées, sauf celle du

bas, de *X-Men : L'Engagement ultime*. Marvel Comics, je le souligne, a été créé par des hommes en 1939 et, depuis ce jour, ce ne sont que des hommes qui en ont été les directeurs de publication. À part quelques rares femmes, les principaux acteurs de ce très lucratif univers ne sont pratiquement que des hommes. Par exemple, les dix films de la série *X-Men* inspirés par les Marvel Comics ont tous été réalisés par des hommes et sur les 20 scénaristes ayant participé à l'écriture des scénarios, on ne compte qu'une seule femme. Dans le même ordre d'idées, on ne compte que des réalisateurs pour les 14 films produits depuis 2007 par Marvel Studios, la franchise la plus rentable de toute l'histoire du cinéma, et qu'une seule femme parmi 23 scénaristes<sup>3</sup>. »

« Sur ces trois premières images, nous voyons Jean Grey ou plutôt le Phénix. Aux dires du Professeur, elle est la seule mutante de classe 5 qu'il ait rencontrée et son potentiel est presque illimité, mais parce que sa mutation siège dans la partie inconsciente de son esprit, elle est la plus puissante et la plus dangereuse. Cette femme n'arrive pas à contrôler ses pouvoirs et le Professeur a créé et maintient constamment plusieurs entraves psychiques visant à " remettre la bête en cage ". On la voit ici s'attaquer à trois figures masculines. Elle tue d'abord Scott, la figure de l'amoureux, son partenaire de vie. Elle détruit ensuite l'enveloppe physique du Professeur, la figure paternelle, le protecteur de l'humanité

---

<sup>3</sup> Merci, Wikipédia.



entière mutants et *sapiens* confondus. Elle essaiera finalement de s'en prendre à Wolverine, la figure de l'amant, de son désir. Dans la suite de cette logique où la femme ne se pense pas sans l'homme (pour reprendre littéralement une expression de Beauvoir), elle lui demande d'ailleurs dans un dernier instant de lucidité de la "sauver", ce qu'il fera en la tuant. »

« Ici nous voyons Malicia (fait intéressant, c'est elle qui se baptise et s'introduit ainsi dans le premier *X-Men*, une certaine haine de soi de sa part où la malice est associée à l'identité féminine, peut-être ?), dont le pouvoir consiste à absorber l'énergie vitale par le toucher. Elle est, toujours selon le Professeur, la seule mutante qui serait assez puissante pour tuer Wolverine malgré la remarquable capacité de régénération de ce dernier. Dans ce film, on nous la présente voulant renoncer volontairement aux pouvoirs de sa mutation. Bien qu'elle affirme le contraire, nous comprenons toutes et tous qu'elle le fera parce que son beau Bobby commence à s'éprendre d'une autre femme, Katherine "Kitty" Pryde, alias Shadowcat (quels surnoms peu subtilement sexuellement connotés), et qu'en d'autres mots, elle devra renoncer à sa puissance si elle veut un jour entrer physiquement (sexuellement, n'ayons pas peur des mots) en contact avec un homme. »

« Voici finalement Mystique, métamorphe experte en arts martiaux, qui nous est cinématographiquement introduite probablement comme

la seule mutante en qui Magnéto aura entièrement confiance. On la voit justement ici au moment où, en voulant le protéger, elle va jusqu'à se sacrifier pour lui en recevant le vaccin anti-mutation à sa place. Magnéto l'abandonne pourtant à son sort, car sans ses pouvoirs, elle ne lui est plus d'aucun intérêt. Je pense qu'il est inutile d'insister sur le fait qu'excepté pour Tornade, le contrôle ou la perte des pouvoirs (et de la puissance) de toutes les mutantes que nous connaissons et que nous suivons de près depuis le début de cette première trilogie passent par et pour les hommes dans ce film. Je ne sais pas pour vous, mais moi, ça me rend mal à l'aise et je ne peux pas faire autrement que de réfléchir à ce que cela peut bien signifier... »

« Bon... dernière intervention maintenant avant que nous n'allions voir du côté des femmes en littérature ce qu'elles proposent comme réflexions... Ici nous retrouvons Wolverine qui discute avec le Professeur dans *Logan*. Il vient tout juste de voir combattre sa fille Laura pour la première fois et bien que le Professeur lui ait répété de nombreuses fois "elle est comme toi", il comprend bien que non, elle a deux griffes aux mains (non trois, comme lui) et, nouveauté, une griffe aux pieds. Devant son scepticisme (on pourrait aussi dire sa méfiance habituelle), le Professeur ne tarde pas à préciser que si elle a quelque chose en plus, et qui pourrait de fait la rendre distincte, unique à nos yeux, c'est bien "seulement à cause de son sexe" (j'ai tellement hâte que vous

lisiez les extraits que j'ai pour vous de Beauvoir...). Comme les lionnes qui chassent avec leurs griffes avant, elle doit, pour assurer sa défense, le faire avec des griffes arrière. Comme quoi, morphologiquement plus faible que le mâle, la femelle n'a besoin d'un "plus" que pour compenser son "moins". Logan semble convaincu (rassuré), et pour cause, lui peut tout faire "seulement" avec ses griffes avant. Il sait qu'il est mourant, mais qu'à cela ne tienne, il est à nouveau le centre, le modèle originel et non la copie<sup>4</sup>. » ●

4 Pour les non-initiés, je pourrais rajouter que Logan accepte de subir les premières expérimentations de Stryker avec l'adamantium afin de se venger de son frère qu'il croit responsable du meurtre de son amante, mais qu'il apprend à la fin de *X-Men les origines : Wolverine* que tout cela n'était qu'une triste mise en scène. Sous la menace dudit Stryker, Kayla n'a eu d'autre choix en effet que de simuler sa propre mort. Dans *Logan*, nous apprenons que c'est finalement l'adamantium qui aura raison de sa capacité apparemment infinie de régénération. C'est cette substance fusionnée à son squelette qui finira par l'empoisonner et tout cela, inutile de le rappeler, à cause d'une femme.



# La présidentielle française de 2017

## Le temps d'une occasion manquée

Thomas Bangobango, économie, comité Solidarité internationale



*Au moment d'écrire ces lignes le résultat des premiers et deuxième tours des élections française n'étaient pas connus.*

Pour nombre d'observateurs, la campagne présidentielle française de 2017 n'aura pas tenu ses promesses. En effet, à la place de l'affrontement politique que laissaient présager les verdicts des primaires du Centre-droit et de la Gauche, l'on assiste à un débat creux assis sur la dichotomie à la mode en Europe, celle opposant, d'un côté, les partisans de l'actuel projet européen (de l'Union européenne, UE) et, de l'autre côté, ceux animant la contestation, voire le rejet, de ce projet.

Selon les spécialistes des questions européennes, en général, et de la spécificité française, en particulier, la tournure actuelle de la présidentielle française peut se synthétiser en quatre « crédo » socioéconomiques, selon l'expression utilisée par le journaliste-phare des Experts de BFM Business, Nicolas Doze :

- Le premier crédo fait écho aux candidats jugés proches de la *doxa socioéconomique* en vigueur à l'échelle internationale ; plus précisément, aux candidats dont

le projet de société est axé sur la stratégie socioéconomique qualifiée de « l'offre », à savoir celle qui promeut « la capacité des entreprises locales à parvenir à produire en situations efficaces et compétitives. Parmi ses adeptes l'on y place les candidats jouissant d'une grande expérience ministérielle dont le Républicain (Centre-droit) et ex-premier ministre François Fillon, et le transfuge du Parti socialiste (PS) et leader de la France en marche, Emmanuel Macron, qui se dit sans étiquette socio-idéologique.

- Contrairement au groupe homogène du premier crédo, le deuxième est constitué des candidats de par leur nature très hétérogènes, puisqu'il rassemble de Marine Le Pen, la cheffe du Front National, à Benoît Hamon, le candidat du PS, en passant par son ex-collègue au PS, Jean-Luc Mélenchon, le leader de la *France insoumise*, aujourd'hui classée dans la Gauche radicale ; leur dénominateur commun réside dans l'adoption de la stratégie socioéconomique dite de « la demande » où l'on présume que les dépenses privées et publiques sont source non seulement de croissance mais, aussi et surtout,

de plus d'équité sociale dans le partage de la richesse produite.

- Le troisième credo est celui des candidats hétérodoxes en rupture avec la *doxa socioéconomique* ambiante ; l'on y retrouve les deux extrémistes de gauche sans aucune probabilité d'être élus présidents, à savoir Nathalie Arthaud de *Lutte ouvrière* et le pittoresque Philippe Poutou du *Nouveau Parti anticapitaliste* ; pour eux la solution aux maux socioéconomiques contemporains de la France passe par une proposition irréaliste, voire surréaliste, et de surcroît à efficience discutable, à savoir surimposer les nantis/riches et à procéder à une redistribution sociale du produit de cette surtaxe !
- Le quatrième crédo rassemble les candidats qui militent soit pour une revisitation des dispositions actuelles du projet européen, soit carrément pour leur rejet. Aussi hétérogène que le deuxième, l'on y retrouve dans une certaine mesure Benoît Hamon (PS), partisan d'un réaménagement des modes actuels de fonctionnement et de prise de décision au sein l'UE mais, surtout des euro-révulsifs tels que François Asselineau (*Union populaire républicaine*), Jacques

Cheminade (*Solidarité & Progrès*), Jean Lassalle (*Résistons*, ex-proche du Mouvement démocrate du centriste François Bayrou<sup>1</sup>) et Nicolas Dupont-Aignan (*Debout la France*, transfuge de la droite) ainsi que... Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ; pour ce dernier groupe, la condition *sine qua none* pour la résolution des maux de la France se résume dans une sortie de l'UE, sacralisant durant ces débats l'idée du « Frexit ».

Bien que la présentation faite ci-dessus dépeint la tournure de la campagne en cours ces quatre dernières semaines, pour plusieurs observateurs cette présidentielle de 2017 n'est tout simplement pas celle qu'elle aurait dû être ; ou du moins, celle que l'on était en droit d'espérer à la lecture des résultats des primaires des deux grands partis aux affaires durant la V<sup>e</sup> République. Pour ces observateurs, la tournure actuelle est la résultante de facteurs exogènes ayant conduit à l'affaiblissement de la côte électorale des candidats des deux « grands partis » avec :

- un Fillon aux prises avec divers scandales, allant des emplois fictifs des membres de sa famille à ses extravagantes dépenses vestimentaires (cf. costumes à 48 000 € !) en passant par de prodigieuses indemnités de licenciement et
- un Hamon boudé par « les éléphants » du PS pour avoir pris part à la fronde menée par Arnaud

Montebourg laquelle aurait miné l'action gouvernementale du quinquennat du Président socialiste sortant, François Hollande ; pire encore, certains de ces « éléphants » ont publiquement apporté leur support à un adversaire, Emmanuel Macron, en réaction à la tentative de Benoît Hamon de se rapprocher de J.L. Mélenchon, confirmant dans les faits la dichotomie entre les sociaux-keynésiens et les sociaux-libéraux<sup>2</sup> qui couve au sein du PS et divise ses membres ces dernières années.

Étant que l'un a élaboré son discours contre l'autre, l'affaiblissement du premier déboussole la stratégie électorale du second à telle enseigne que l'efficacité de leurs campagnes respectives s'en retrouvent totalement miné. Ainsi, les derniers sondages placent ces deux candidats en quatrième et en cinquième position, réduisant leurs chances d'être au second tour de la présidentielle. Pis encore, leur décote électorale bénéficie aux soi-disant « petits candidats » (à J.L. Melenchon à Gauche & à N. Dupont-Aignan à Droite) suscitant un *vacuum* qui procure du terrain à des candidats non seulement aux mains peu expertes, mais surtout aux programmes alambiqués dont certains compromettent l'avenir du projet européen.

Or, au vu du contenu des débats auxquels nous avons assistés lors des primaires des « deux grands partis

traditionnels », nous étions en droit de nous attendre à un affrontement socioéconomique plus intéressant ; à savoir celui d'un choc frontal entre les tenants de l'efficacité dans l'insertion d'une économie dans la mondialisation prônée par le Centre-droit sous Fillon *versus* les tenants d'une équité sociale dans le processus d'insertion efficiente dans la mondialisation préconisée par la Gauche de Hamon. En brandissant les dogmes du « moins d'état, mieux d'état » (500 000 fonctionnaires publics en moins en cinq ans !), de plus de flexibilité pour le patronat dans les licenciements, de la hausse de l'enveloppe budgétaire en faveur des entrepreneurs (et cela au détriment des ménages-consommateurs car, l'enveloppe précitée serait financée par une hausse de la TVA), bref d'une multitude de réformes structurelles que la France est supposée entreprendre pour mieux s'aligner aux impératifs de l'actuel projet européen, Fillon privilégie la *doxa* néolibérale en application depuis les années 1980 pour remédier aux maux actuels de l'économie française, et ce, en dépit du malaise sociétal grandissant provoqué par les défaillances et autres imperfections sociétales découlant du libre fonctionnement du grand marché européen ou planétaire. De l'autre côté du spectre politique, Hamon met sur la place publique un nouveau paradigme de construction de l'édifice européen, certes discutable puisque non expérimenté, mais fort intéressant car, pouvant servir de base d'un nouveau contrat social. En cette époque de risque écologique prononcé, de

1 Qui dans cette présidentielle de 2017 apporte son soutien à Emmanuel Macron.

2 Référence faite aux deux gauches irréconciliables de l'ex-premier ministre, le PS Manuel Valls.



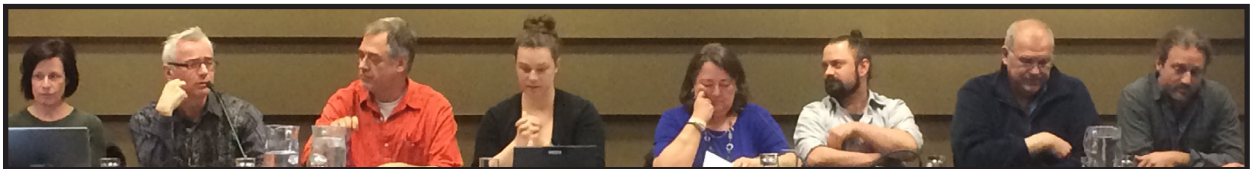
creusement des inégalités sociales où les moins nantis se positionnent en victimes de l'ouverture nationale aux marchés régional et international, de l'émergence d'un nouvel environnement de travail où l'intelligence digitalisée (celle reliée à la quatrième révolution technologique) remet en question la sacro-sainte véracité scientifique du déversement intersectoriel de main-d'œuvre en cas de « destruction créative » de type schumpetérien tel que décrit par Alfred Sauvy, les idées de prise en compte de l'empreinte écologique, de revenu minimum universel (revenu de base), de réduction du temps de travail, de taxe sur les robots intelligents/substitués de travail humain semblent plus adaptées aux enjeux contemporains de la France et de l'Europe. En outre, bénéficiant de l'expertise d'un chercheur averti sur le sujet

(Thomas Piketty), sa proposition d'un réaménagement des modes de fonctionnement et, surtout, de prise de décision au sein l'UE, démontre une vision perspicace de l'avenir en réponse à la mouture actuelle hautement contestée, voire à certains égards « eurocide ».

Mais, comme il arrive de façon récurrente dans la vie d'une nation, ce débat édifiant et constructif, qui aurait conféré à la France un rôle prépondérant dans le renouveau du projet européen, en plus de relancer la question cruciale d'une remondialisation fondée sur des bases certes économiquement efficaces, mais simultanément socialement plus équitables. En bref, arriver à la synthèse recherchée par plus d'un observateur des questions politiques, sociales et économiques de la mondialisation. Un tel débat aurait

en plus conféré de précieux atouts au SPD allemand de Martin Schultz en vue de surclasser la toute-puissante maîtresse de l'UE, la CDU Angela Merkel aux législatives allemandes de septembre 2017. À la place nous assistons à un débat dépourvu de toute substance sociopolitique de type « France-In » *versus* « Fr-Exit », du rejet de la solidarité européenne et de l'immigration constructive, bref d'un euroscepticisme qui n'apporte aucune solution réelle aux maux français et européens pis, qui semble les aggraver davantage. Par conséquent, il nous semble permis de poser comme verdict que la campagne présidentielle française de 2017 s'inscrit, elle aussi, dans la longue série des occasions manquées que les politiciens et faiseurs d'opinions européens n'ont pas su utiliser à bon escient pour inverser le cours de l'histoire du Vieux-continent ●

## Comité règles de fonctionnement du regroupement cégep



Les 20-21 avril dernier, les délégués-es des syndicats de professeures et professeurs affiliés à la FNEEQ ont élu les quatre membres qui se pencheront sur les Règles de fonctionnement du regroupement cégep, suite à une proposition présentée par le SEECM et adoptée lors de la réunion précédente.

Les délégués-es élus sont :

**Anne-Marie Bélanger**, Joliette  
**Frédérique Godefroid**, Abitibi-Témiscamingue  
**Bertrand Guibord**, Marie-Victorin  
**Luc Vandal**, Shawinigan

La proposition adoptée par le regroupement cégep des 23 et 24 mars est la suivante :

Que le regroupement cégep :

- forme un comité de révision des Règles de fonctionnement du regroupement des syndicats d'enseignantes et d'enseignants de cégep;
- que ce comité soit composé de quatre délégué-es de syndicats différents et du secrétaire général;
- que l'élection des délégué-es qui souhaiteraient participer à ce comité ait lieu au regroupement d'avril;

- que ce comité révise les règles en tenant compte, notamment, des pratiques du regroupement, du bilan de la négociation, des statuts et règlements de la FNEEQ et de ceux de la CSN, et;
- que, dans la mesure du possible, le comité fasse ses recommandations au regroupement à la deuxième réunion du regroupement de l'automne 2017.

**fneeq** 



*L'exécutif du SEECM tient à remercier  
chaudement Lise LeRoux, pour  
ses 31 années de service au sein de  
notre syndicat. Nous soulignons  
particulièrement son travail  
méticuleux dans la production de  
notre Informo. Sans elle, la qualité de  
cette publication n'aurait pas été ce  
qu'elle est.*

*Merci infiniment pour tout,  
chère Lise,  
et bonne retraite !*

### **L'INFORMO c'est vous !**

Le comité d'information attend vos articles en tout genre. Vous pouvez soumettre des textes d'opinion, des anecdotes et tranches de vie collégiale, des critiques de films ou de livres, des couvertures d'événements, des informations, des questions, des caricatures, etc.

Il suffit de déposer le tout au local syndical (B-1389) ou par courrier électronique à [syndens@cmontmorency.qc.ca](mailto:syndens@cmontmorency.qc.ca).

Les opinions exprimées n'engagent que leur auteur-e. Les images où aucun crédit n'est mentionné sont libres de droits.

Syndicat des enseignantes et enseignants du cégep Montmorency, 475, boulevard de l'Avenir, Laval, Québec, H7N 5H9, Tél : 450-668-1344 ou 975-6268, [syndens@cmontmorency.qc.ca](mailto:syndens@cmontmorency.qc.ca). Local syndical : B-1389.

**COMITÉ D'INFORMATION** Julie Demanche, Fabrice Masson-Goulet, Annie-Claude Thériault. **RESPONSABLE** Emilie Sarah Caravecchia.

**RÉVISION** Les membres du comité d'information et le comité exécutif.

**INFOGRAPHIE** Lise LeRoux.

## **À l'agenda :** dates à retenir

---

**16 mai** : Assemblée générale du SEECM

---

**17-18 mai** : Conseil fédéral

---

**18-19-20 mai** : États généraux de l'enseignement supérieur

---

**24 mai** : Commission des études

---

**26 mai** : Comité des relations de travail

---

**29 mai** : Assemblée générale du SEECM, 13h à 15h30

---

**1<sup>er</sup>-2 juin** : Regroupement cégep

---

**5 au 9 juin** : Congrès CSN

---

**19 juin** : Conseil d'administration

---